



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

#### **Votants présents :**

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Béatrice AURIENTIS,  
M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Patrick DAVET, M. Alain BALLEREAU.  
Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANEY.

#### **Excusé(e)s :**

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN,  
M. Vincent MAURIN, Mme Pascale GOT, M. Cédric PAIN.

#### **Assistaient à la réunion :**

M. Éric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean GALAND.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 6 décembre 2021.

- **Délibération n° : 30-2021**
- **Objet : Tarification 2022.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 14 décembre 2021, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON** **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

### **Délibération n°: 30-2021**

### **Objet : Tarification 2022**

La gestion du domaine public sous compétence du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et l'occupation afférente qui en est faite est soumise à redevance. Dans ce cadre, le SMPBA doit établir une tarification pour l'année 2022.

La Tarification 2022 est structurée dans le prolongement de la tarification 2021 et des précédentes.

On y distingue notamment :

- L'occupation domaniale, qu'elle soit à terre ou sur le plan d'eau dans les ports. Cette dernière prend en compte la capacité d'accès au plan d'eau. La variation entre les ports du sud, ceux de Lanton, Andernos-les-Bains et Arès ou encore ceux des ports fluviaux de Biganos, est prise en compte eu égard aux capacités d'accès à l'eau des ports par rapport aux marées.
- Les aménagements annexes mis à disposition : pontons, eau, électricité, échelles, quais, complexes techniques, moyens de levages, adduction d'eau de mer...
- L'occupation sur les Zones de Mouillage et d'Equipements Légers d'Andernos-les-Bains, de Lanton et d'Ares. Ces corps morts sont gérés par le SMPBA soit par transfert de gestion des communes en attendant de voir aboutir les demandes de créations de ZMEL, soit en gestion d'AOT directe (une partie des mouillages d'Arès depuis 2021).

La présente délibération consiste à approuver la tarification 2022 jointe. Les principales évolutions suivantes y apparaissent par rapport à la tarification 2021 :

- Première augmentation depuis la création du SMPBA sur l'occupation domaniale ;
- Création d'une réduction pour les navires à voile ;
- Réduction des coûts de passages en basse saison ;
- Création d'une tarification pour les navires sans autorisation ;
- Légères revalorisations AOT pour couverture des frais d'entretien et de maintenance ;
- Légère revalorisation moyen de levage collectif mis en place et entretenu par le gestionnaire ;
- Légère revalorisation pour la prestation de la surveillance pendant les fêtes ;
- Légère revalorisation infrastructure d'eau de mer (+1€/m<sup>2</sup>) ;
- Nouvelle ligne mise à l'eau navire entre 16 et 20m ;
- Création d'une ligne pour les aires consacrées au stationnement de navires ;
- Réévaluation de la tarification sur chiffre d'affaire commerces et restaurants ;
- Création d'une ligne pour les navires, remorques ou marchandise stationnés sans autorisation.

**Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 14 décembre 2021 décide :

- De voter la tarification 2022 telle que présentée en annexe ;
- De mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'exécution de cette décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 14 décembre 2021.

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon

Jean GALAND



*Le Président,*

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*